



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 14/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENROBES 82**

900 avenue de Gasseras  
82000 Montauban

Références : SV/2024-0622  
Code AIOT : 0006802920

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2024 dans l'établissement ENROBES 82 implanté 900, avenue de Gasseras 82000 Montauban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi du contrôle inopiné réalisé sur les rejets atmosphériques du site le 11 octobre 2023, dont les résultats avaient montré un dépassement de la valeur limite du flux concernant le paramètre composé organique volatil non méthanique (COVNM).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENROBES 82
- 900, avenue de Gasseras 82000 Montauban

- Code AIOT : 0006802920
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ENROBES 82 est une usine d'enrobés avec une capacité de production de 230 t/h maximum et une capacité de production nominale pouvant varier de 135 t/h à 230 t/h.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 6.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 2.7	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	1 mois
5	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 2.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des opérations portant sur des substances	Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 6.2.4	Sans objet
6	Surveillance des émissions dans l'eau.	Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 3.11	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé de nombreux travaux permettant de se mettre en conformité à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, ce qui s'est traduit par des valeurs de rejets vers le milieu naturel conformes notamment pour les matières en suspension. Une attention particulière doit être menée pour analyser les causes du dépassement lors du dernier contrôle des rejets atmosphériques et les prochaines analyses doivent être complétées en recherchant les paramètres dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le registre chronologique des déchets entrants. L'inspection constate que toutes les informations ne sont pas présentes, notamment les données suivantes : code déchets, nom et adresse du producteur, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement et le code traitement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son registre afin que celui-ci reprenne l'ensemble des informations requises par l'article 1 sus-visé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiments et locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. À proximité de l'installation, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente le plan des zones à risques. Celui-ci date de 2016.  L'exploitant indique avoir réalisé des travaux sur la parc à liant réduisant le risque.  L'inspection constate que des travaux ont bien été réalisés sur le parc à liant.  Par ailleurs, l'exploitant précise qu'un poteau incendie est maintenant situé à 50m du site en complément de la bache à eau de 120 m3.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit mettre à jour son plan des zones à risques, et justifier que les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie, pour ce faire il pourra communiquer les caractéristique de résistance aux feux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 3 : Gestion des opérations portant sur des substances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. l'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique que les produits dangereux sont entreposés sur des rétentions avec</p>

<p>indication du volume de rétention au niveau des zones à défendre en cas d'écoulement.</p> <p>De plus dans l'atelier, l'exploitant indique que les produits dangereux sont stockés dans une armoire coupe feu.</p> <p>L'inspection rappelle que les produits stockés sur une même rétention doivent être compatibles entre eux.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus du poste d'enrobage (sécheur), conduit n° 1, doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : • aux conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) exprimées sur des gaz humides s'agissant d'une installation de séchage ; • à une teneur en O2 de 17 %. Paramètres à contrôler Valeurs limites en concentration (mg/Nm3) Valeur limites en flux (kg/h) Poussières NOx (exprimés en NO2) COV non méthaniques (exprimés en carbone total) COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié 100 mg/Nm3 500 mg/Nm3 110 mg/Nm3 si le flux horaire &gt; 2 kg/h 20 mg/Nm3 si le flux horaire &gt; 0.1 kg/h 2,19 10,95 2,41 0,44</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle a été effectué le 31-08-2022. Le rapport n° D96733742201R001 réalisé par la société DEKRA mentionne que les résultats sont conforme aux valeurs réglementaire prescrites par l'Arrêté d'autorisation.</p> <p>En 2023, le contrôle Inopiné du 11 octobre 2023 a servi de contrôle annuel.</p> <p>L'inspection a consulté les résultats du contrôle inopiné effectué, rapport n° 363281379.2.R en date du 11 octobre 2023.</p> <p>L'inspection constate que les résultats montre un dépassement du flux pour les composés organiques volatils (COV) bien que la concentration respecte la valeur limite d'émission.</p> <p>Les paramètres suivants respectent les valeurs limites d'émission de l'arrêté d'autorisation:  Poussière 4 mg/ Nm3,  Nox (No2) 32,3 mg/Nm3</p> <p>L'inspection constate que les paramètres CO, SO2 , COV (cmr), Métaux et HAP ne sont pas analysés, car le suivi de ceux-ci n'est pas prévu dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant indique avoir reçu de la part du bureau d'étude deux révisions de ce rapport notamment pour modifier les résultats de la concentration de certains paramètres (notamment les COVNM), du débit d'éjection.</p> <p>L'exploitant a essayé de comprendre les origines du dépassement et n'a pas encore définitivement trouvé l'origine, mais émis plusieurs hypothèses.</p> <p>L'exploitant indique que le prochain contrôle est prévue d'ici fin juillet.</p> <p>L'inspection suggère à l'exploitant de rechercher l'ensemble des paramètres complémentaire</p>

prévus dans l'arrêté ministériel du 9 mai 2019 et de bien contrôler le débit d'extraction des gaz.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'analyse des rejets atmosphériques en ajoutant les paramètres SO <sub>2</sub> et HAP lors du prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Appareils de mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection constate que le conduit d'évacuation des effluents atmosphériques est fortement corrodé et aménagé de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de vérifier l'épaisseur du conduit et de s'assurer du bon état de l'extracteur des gaz (notamment son débit).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Surveillance des émissions dans l'eau.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/07/2016, article 3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence de mesure
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant doit s'assurer que les effluents rejoignant le milieu naturel répondent aux caractéristiques mentionnées aux articles 3.6 et 3.7 ci-dessus. Une mesure de la qualité des eaux visées aux articles 3.6 et 3.7 du point de rejet doit être effectuée annuellement, selon les méthodes normalisées en vigueur. Les résultats commentés sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dès réception du rapport de mesure. En cas de résultats non-conformes, l'exploitant prend les mesures nécessaires et immédiates pour corriger la situation.

**Constats :**

L'exploitant présente le dernier contrôle de la qualité des eaux effectué le 21 novembre 2023.

Les résultats sont conforme aux valeurs réglementaires.

L'inspection demande à l'exploitant la date du dernier entretien du séparateur déshuileur.

L'exploitant indique que celui-ci a été effectué le 9 novembre 2023.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est préférable de réaliser le prélèvement avant l'entretien du séparateur pour s'assurer que la fréquence d'entretien est adaptée pour maintenir le respect des valeurs limites dans les conditions les plus défavorables.

**Type de suites proposées :** Sans suite